

# LES MEMOIRES DAUPIAS

Chef d'Etat-major de la 3<sup>e</sup> division de  
cuirassiers



*Présentés et annotés par Jérôme Croyet,*

*Docteur en histoire, archiviste adjoint aux A.D. de l'Ain, collaborateur au magazine Napoléon I<sup>er</sup> et à la revue Soldats Napoléoniens.*

## L'auteur

Ce récit de la campagne de 1812 est rédigé par J.M.A. Daupias, chef d'Etat major de la 3e division de cuirassier du 2e corps d'Oudinot, lors de sa détention comme prisonnier de guerre en Russie en 1813. Le manuscrit original est conservé aux Archives historiques militaires d'Etat de Russie (RGVIA), et hormis quelques phrases citées par Eugene Tarle en 1941, c'est ici sa seconde publication.

Il fait une reconnaissance des côtes des départements d'Amstelland et de Maasland, en mai 1810. Il est alors capitaine adjoint à l'état-major du maréchal Oudinot. Daupias commence la campagne de Russie comme capitaine adjudant dans l'état-major de Latrille qu'il quitte le 10 juillet 1812 suite à une promotion. En tant qu'officier d'Etat major, Daupias est au fait d'une grande partie de ce qui se passe au quartier général d'Oudinot

Le récit de 68 pages, qui couvre la période depuis le début de la campagne jusqu'à sa capture le 29 novembre, après la traversée de la Bérézina par la Grande Armée, est complété à la fin de janvier 1813.

De retour en France sous la Première Restauration, il est nommé lieutenant dans la maison Roi le 1<sup>er</sup> juillet 1814.

## MEMOIRES

Historique, anecdotique et militaire de la campagne de 1812, faite par les Français en Pologne et en Russie, jusqu'au 28 septembre de la même année.

Si de toutes les passions qui peuvent maîtriser le cœur des souverains, celle de l'ambition est considérée dans les nations, même les plus belliqueuses, comme la plus funeste aux peuples qui en sont à la fois les instruments et les victimes, les contemporains des événements politiques qui agitent les États, qui prétendent conjecturer les probabilités de leur splendeur ou de leur décadence, ne sauraient trop approfondir les véritables causes du bouleversement des empires. C'est d'ailleurs d'après les matériaux rassemblés avec soin et souvent en secret, que l'histoire et la postérité jugent les princes qui de leur vivant ont pris une part active aux grandes scènes du monde.

Tous les yeux sont ouverts depuis longtemps sur les changements opérés principalement en Europe vers la fin du siècle dernier et depuis le commencement du dix-huitième. La France a fixé tous les regards et l'on peut dire qu'aucun règne ne fut aussi fertile en événements inattendus, que celui de l'Empereur Napoléon. Comme si rien de ce qui intéresse ce souverain ne devait étonner à demi, on peut ajouter que jusqu'aux vicissitudes de la fortune, aucune époque de la vie ne saurait être considérée superficiellement. Aussi, de toutes les guerres entreprises par lui, aucune peut-être ne mérite mieux d'être étudiée dans ses causes, ses progrès et ses résultats que sa campagne de 1812 en Pologne et en Russie.

Aucune campagne ne s'ouvrit depuis les guerres de l'antiquité, si ce n'est celles de la Révolution, avec des armées aussi nombreuses et un armement aussi considérable de la part de la France, et tout à la fois avec des moyens accessoires, secondaires et de remplacement aussi modiques et si rétrécies. Tout était tellement en opposition dans l'armée française entre les ordres donnés et leur exécution, que les camps étaient formés et les corps d'armée en marche ou prêts à s'ébranler, sans que l'on crut encore à la guerre ; et qu'en rapprochant toutes les circonstances de l'estime bien fondée que la France avait conçu pour la Russie dans les campagnes précédentes, celles de l'attachement personnel et particulier que l'on connaissait à l'Empereur Napoléon pour l'Empereur Alexandre ; qu'en se rappelant enfin les

actes de munificences et des qualités aimables, par lesquelles ce jeune monarque et son frère le duc Constantin avaient brillé aux yeux des Français ; on se préparait à la guerre, comme si elle ne devait point avoir lieu avec un prince contre lequel on ne la désirait pas et pour lequel on se sentait une inclination générale.

L'armée se mit néanmoins en mouvement. Partie revit les champs d'Eylau<sup>1</sup>, de Friedland<sup>2</sup>, d'Osterode<sup>3</sup>, et jusqu'aux bords du Niémen même ; tant de sujets de souvenirs entre la France et la Russie faisaient croire encore que les hostilités n'auraient pas lieu mais les destinées en ordonnèrent autrement : l'armée française passa le Niémen le 24 juin et les premiers coups de canon furent tirés le 28 à Vilkomir<sup>4</sup> entre le maréchal Oudinot duc de Reggio et le comte de Wittgenstein : mais n'anticipons pas sur les événements.

Partie de l'Europe a rejeté cette guerre sur l'ambition de l'Empereur Napoléon : je vais examiner d'abord cette opinion.

Il est difficile sans doute pour des sujets d'aborder une question si épineuse durant la vie des Princes, et bien délicat de vouloir scruter le fond de leur cœur, lorsque leur politique surtout tend à se dérober à tous les regards : mais cette fois dans une circonstance tout à fait contraire, en joignant une respectueuse impartialité à ce que j'ai été à même de connaître de près, en le rapprochant et en l'appuyant pour ainsi dire des fautes même des Français dans la campagne ; il est difficile de porter un jour vrai sur la première cause de la guerre entre l'Empereur Alexandre et l'Empereur Napoléon.

Je remonte donc à ce que l'on a regardé généralement en France, comme le commencement de la mésintelligence entre les deux États.

Les tentatives que l'Angleterre avait faites à plusieurs reprises sur les côtes du nord de la Hollande et des villes hanséatiques, nouvellement réunies à la France, les jactances des partisans anglais sur les projets de ces derniers, au printemps de 1811, les armements et les rassemblements immenses de denrées coloniales à l'Héligoland, regardés par la France comme une conséquence de ces jactances et comme prête à être jetées ou introduites sur quelques côtes de la Baltique, parurent déterminer l'Empereur Napoléon à renforcer considérablement à la fin de 1810 le corps de troupes aux ordres du maréchal Prince d'Eckmühl dont le quartier général était à Hambourg. Ces troupes connues jusqu'alors sous le nom du premier corps de l'Elbe<sup>5</sup> en observation, formèrent bientôt une armée de plus de cent mille hommes parfaitement organisés en guerre, et disposer à tout événement et toute tentative de l'Angleterre. Dans le même temps, une flottille considérable, partie des Bouches-de-l'Escaut, étant parvenue à remonter la Meuse, à entrer dans le Zuiderzee par le Haarlemmer et à gagner enfin les embouchures du Weser et de l'Elbe, devait concourir à la défense du système continental adopté par la cour des Tuileries et participer à la surveillance des autres troupes réparties sur les côtes.

Ce fut en vain : la contrebande se faisait toujours : on prétendit même qu'elle avait accès jusques chez les princes alliés de la France, comme les années précédentes en Hollande avant sa réunion, et ce qui avait été la cause des mesures adoptées envers ce royaume et postérieurement envers les villes hanséatiques parut déterminer encore l'Empereur à faire occuper par ses troupes quelques pays limitrophes et notamment le duché d'Oldenburg.

Ce pays appartenant à une branche de la famille impériale de Russie, on s'attendit bien en France que cette mesure amènerait quelques nuages et quelques explications.

---

1 La bataille d'Eylau a lieu le 8 février 1807.

2 La bataille de Friedland a lieu le 14 juin 1807.

3 La bataille d'Osterode a lieu le 25 janvier 1807.

4 Le 29 juin, Napoléon demande à Berthier que Murat, soutenu par Ney, envoie de fortes reconnaissances sur cette ville.

5 Voir : Le corps d'observation de l'Elbe, 1811, Feuille de Route n°58.

Dès les premiers jours de mars 1811, un bruit de mésintelligence se répandit en effet à Paris. Les uns prétendirent que l'armée nombreuse du Prince d'Eckmül<sup>6</sup> avait offusqué la Russie, les autres que cette puissance se rapprochait de l'Angleterre, ou n'avait pas repoussé comme on l'aurait cru, les insinuations et les tentatives de cette puissance maritime.

Ce qu'il y a d'assuré, c'est que des maréchaux et généraux qui étaient disponibles à Paris reçurent l'ordre de se préparer à prendre un commandement et cet ordre fut transmis aux officiers subalternes.

Malgré ces ordres de précaution et beaucoup d'ordres de cette nature, l'Empereur Napoléon, qui ne désirait pas la guerre, ne pensait aucunement qu'elle dut avoir lieu. L'expression de ses sentiments dans plusieurs occasions, et notamment dans les conseils de commerce, où le traité de Tilsit<sup>7</sup> fut rappelé souvent comme le gage de la paix, enfin l'ouverture du corps législatif, dans lequel l'Empereur dit qu'il espérait que la paix continentale ne serait pas troublée. Tout prouve, dis-je, que l'opinion publique de guerre avait été beaucoup plus avant qu'il ne fallait. Les amis du repos public se réjouirent lorsqu'on apprit que monsieur le général comte de Lauriston<sup>8</sup> venait de partir pour Saint-Pétersbourg et peu de temps après en effet, des maréchaux et des généraux reçurent encore des congés et des destinations bien différentes de celles que l'on avait présumées.

Cette sécurité ne fut pas de longue durée : de nouveaux bruits de mésintelligence se répandirent dans les premiers jours du mois d'août, et les partisans de la guerre profitèrent bientôt pour accréditer ces bruits d'une mesure approuvée, peu de jours d'après, par l'Empereur Napoléon, quoique elle n'eut rien que de naturel et de convenable même à la dignité du trône.

Ce souverain avait du faire un voyage en Hollande dès la fin de 1810, qui fut remis et exécuté au mois d'octobre 1811. Indépendamment du voyage en Hollande, l'Empereur devait parcourir les côtes depuis Boulogne jusqu'à Hambourg et Lubeck. Les ordres furent donnés en conséquence par les officiers de la maison impériale, et pour la sûreté comme pour la dignité du voyage de l'Empereur dans des pays nouvellement incorporés à la France, on ordonna la formation des camps d'Utrecht et de Zuidlaren, auquel furent joint quatre régiments de cuirassiers.

Le commandement en fut donné au maréchal Oudinot<sup>9</sup>, qui avait contribué à faire aimer le nom de l'Empereur dans ces contrées : mais quoique ces troupes fussent rassemblées sans artillerie, sans équipages de guerre, et avec la défense formelle d'y joindre des administrations militaires, on ne se plut pas moins à répandre que ces camps étaient formés en seconde ligne de l'armée nombreuse de Hambourg ; que le long voyage de l'Empereur dans les parages du nord avait des motifs secrets que l'on verrait bientôt se dérouler. Aussi fut-on étrangement trompé lorsque le camp de Zuidlaren reçut l'ordre de venir passer la revue à Zwolle et que l'Empereur partit de la pour rentrer directement en France.

Il paraît que ces bruits vinrent aux oreilles de l'Empereur, et l'entretien que le souverain eut à Zwolle le 29 octobre avec le maréchal Oudinot, dans un moment de sensibilité, prouve combien ils lui étaient désagréables.

« On répand, disait l'Empereur, que je veux la guerre, que je veux éterniser la guerre, que je sacrifie tout à ma gloire et à mon ambition. On voudrait faire à croire que la Russie est

6 Il s'agit de Louis Nicolas Davout, 1770 – 1823.

7 Le 7 juillet 1807, le tsar Alexandre 1er et l'empereur Napoléon 1er signent un traité à Tilsit, une petite ville fortifiée de Prusse-orientale. <http://sehri.forumactif.com/histoire-politique-et-sociale-1789-a-1815-f5/1807-apogee-de-l-empire-t201.htm#331>

8 Jacques Alexandre Law de Laurison, né le 1er février 1768 à Pondichéry. Général en 1805. Il décède en 1828 à Paris.

9 Nicolas Charles Oudinot, né le 25 avril 1767 à Bar-le-Duc. Général de division en 1799. Maréchal en 1809. Il décède en 1847 aux Invalides.



secrètement disposée à rompre et armer contre moi : mais indépendamment que je me fie aux sentiments de l'Empereur Alexandre et tout autant à l'attachement personnel qu'il sait que je lui porte, si je n'avais pas assez fait pour l'honneur de ma couronne et ma gloire, personne ne sait ce que j'ai voulu faire et ce que je ferais encore pour la paix. Mais je veux une paix durable et digne des Français, alors ils verront si je mérite les ennemis que l'on me suscite même parmi eux et de quelle manière je m'occuperai de leur bonheur. J'y parviendrai peut-être un jour : si je ne suis pas assez heureux je suis prêt à tout : on a tenté plusieurs fois et par divers moyens de m'ôter lâchement la vie ; on peut l'essayer encore : si je succombe, j'aurai fait du moins ce que j'aurais du, et ce sera à ceux qui me succéderont ou que j'aurai comblé de bienfaits en les associant à mes travaux, de les soutenir et de les terminer. Je désire qu'alors les Français ne trouvent pas que je leur manque et n'aient pas de regrets inutiles. »

Tel est le résumé de l'entretien et des propres expressions de l'Empereur. La sensibilité qu'il y met, les détails dans lesquels il entra dans un tête-à-tête amené par le hasard, prouve que c'était moins le langage d'un souverain que celui d'un cœur qui s'épanche naturellement dans le sein d'un ami.

Après la revue des troupes, l'Empereur, ainsi que je l'ai dit, ayant renoncé à son voyage dans le nord se mit en route pour Paris. Les différents corps de troupes furent dispersés et mis en quartiers. Les maréchaux et des généraux, des officiers subalternes reçurent des congés et les alarmes de guerre furent encore ajournées.

Mais quelque temps après on apprit par tous les papiers publiés qu'un transport anglais considérable d'armes et de munitions de toute espèce, destiné disait-on pour la Russie, avait échoué sur les côtes de la Baltique. On disait encore en France dans le même temps, qu'il s'opérait un grand mouvement dans les troupes de Sa Majesté l'Empereur Alexandre, que ce souverain envoyait à son armée de Turquie des troupes polonaises, et qu'il rappelait dans le nord de la Russie des troupes nationales. D'autres prétendaient que ces mêmes troupes étaient concentrées, recrutées, complétées et armées en guerre, que la Cour de Saint-Pétersbourg, loin de poursuivre les avantages brillants que ses armées venaient de remporter sur la Porte ottomane, était sur le point de conclure ou avait conclu un armistice pendant lequel il pouvait être traité de la paix.

Il fallait moins que tous ces bruits et toutes ces versions, se succédant et se répandant avec la rapidité de l'éclair, et jointe à la fréquence de l'échange des courriers entre les deux États, pour renouveler sur la guerre toutes les agitations passées.

Parmi tant de versions différentes, on ignorait laquelle se rapprochait de la vérité. Le contenu des dépêches entre les deux souverains n'était pas plus connu. On jugeait bien par les mesures prises par la Cour de France que des nuages sérieux s'élevaient dans le nord de l'Europe ; mais par l'incompétence de ces mesures et la lenteur de leur exécution, on prévoyait avec plaisir que ces nuages pourraient se dissiper sans orage et sans explosion.

Ce fut dans cette circonstance que le deuxième corps d'armée de l'Elbe<sup>10</sup> se rassembla successivement à la fin de février, entre Munster et Magdebourg. Les autres corps français se concentrèrent ainsi que ceux des alliés dans d'autres parties de l'Allemagne ou sur le Rhin. Il n'était pas encore ou presque point question des équipages d'artillerie ni d'administrations. Peu de régiments de ligne avaient encore leurs canons, chevaux ou ambulances. On avait si peu prévu la stabilité de ces rassemblements qu'aucun établissement n'avait été ordonné pour les malades, et que par cette circonstance ou la parcimonie du ministère un grand nombre de soldats périt faute de secours, notamment de Munster ; comme si ce devait être le prélude de toutes les calamités que le ministre Lacuée aurait à se reprocher dans la campagne. L'empereur Napoléon informé de la perte de tant de malheureux, ordonna à son major général

---

<sup>10</sup> Le corps d'observation de l'Elbe, 1811, Feuille de Route n°58

de faire procéder à une enquête sur la conduite du ministre ; mais les commissaires à cette enquête furent choisis précisément parmi des personnages alliés où à la nomination du ministre. Le mal fut donc pallié et l'Empereur trompé.

Ainsi l'on enlève même aux souverains l'occasion de faire le bien et de punir les prévaricateurs.

Cependant les bruits de guerre prirent plus de consistance : les troupes se concentrèrent d'avantage dans le mois de mars et se rapprochèrent de la ligne de l'Elbe. Des officiers d'ordonnance de l'Empereur vinrent les inspecter : mais le souverain était encore à Paris et tout l'attirail de guerre était si peu disposé, que dans le cas de rupture décidée on ne pensait pas qu'il put être rien entrepris de sérieux de la campagne.

Les novellistes allaient leur train, et faisaient agir et parler les cours à leur gré. La neutralité de la Suède était une question, le sort de la Prusse incertain, les yeux étaient ouverts sur la cour de Vienne, et tout le monde s'attendait que la Cour de Constantinople redoublerait d'efforts.

Le mois d'avril apprit la détermination et les traités de Vienne et de Berlin.

On s'en réjouit en France, moins comme un moyen de guerre que comme un poids dans la balance qui pourrait la faire pencher vers le maintien de la paix. Les liens entre les cours de Vienne et de Paris en étaient plus resserrés. La Prusse y gagne la remise ou la libération insensible du reste de ses contributions de guerre ; et quand les Français entrèrent à Berlin le 28 avril, ils éprouvèrent les effets de la satisfaction générale qu'avait occasionnée la fin de leurs incertitudes et de leurs anxiétés.

Dans l'intervalle de la marche des troupes sur l'Oder et la Sprée, l'Empereur était parti sur Paris, dans le même temps que l'Empereur Alexandre se rendit lui-même à Vilna, sur la fin d'avril. L'attention de l'Europe et de la France se tourna tout entière vers les événements qui allaient éclater ; mais les espérances n'étaient pas détruites. On disait bien que Sa Majesté l'Empereur Alexandre menaçait et demandait le duché de Varsovie en indemnité de quelques dommages et notamment de l'occupation par la France du duché d'Oldenbourg. Du côté de la France, le trop fameux système continental qui froisse tant d'intérêt paraissait le plus fort sujet de récrimination : on assurait que l'Empereur Napoléon demandait la continuité de l'exécution du traité de Tilsit, et que dans le cas où Sa Majesté l'Empereur Alexandre trouvât quelque obstacle de la part de sa nation, qu'il laissât occuper les portes de la Baltique par des garnisons françaises, on ignorait jusqu'à quel point ces prétentions respectives pouvaient être vraies, elles paraissaient évidemment trop fortes des deux côtés pour pouvoir être admises ; mais comme je l'ai déjà dit, l'armement de la France était si lent, si incomplet, qu'en joignant les différentes circonstances de cet armement à l'amitié personnelle que l'on connaissait à l'Empereur Napoléon pour l'Empereur Alexandre au sentiment d'attachement naturel des Français pour ce souverain, à l'estime enfin et aux grands souvenirs que la Russie et la France devaient conserver des guerres passées ; on se flattait toujours que les négociations pourraient encore avoir une issue heureuse. Quoique l'armée française fut rendue sur la Vistule dès la fin de mai, monsieur le comte de Narbonne, aide de camp de l'Empereur Napoléon, n'était pas de retour de sa mission extraordinaire et tous les vœux comme toutes les espérances étaient encore pour le maintien de la paix. L'on se livrait d'autant plus facilement à ces douces illusions, qu'on prétendait savoir par suite de notions particulières, que la guerre répugnait de son côté à Sa Majesté l'Empereur Alexandre, qu'il y était pour ainsi dire entraîné malgré lui par des raisons d'État et de politique, sur lesquels le sénat de Russie avait la plus grande influence. Cette opinion attirait d'autant à ce souverain des cœurs déjà portés naturellement pour lui, et je peux dire que si les circonstances l'avaient amené parmi les Français comme aux champs de Tilsit et d'Erfurt, l'Empereur Alexandre y eut été reçu aux acclamations

générales d'une armée qui comptait encore dans des rangs tant de témoins des sentiments que sa présence y avait fait naître autrefois.

D'autres, en considérant l'incohérence et l'incomplet de l'armement de la France, pensaient ou que l'Empereur Napoléon était trompé, ou que des raisons de politique l'avaient seulement déterminé aux démonstrations militaires qui avaient lieu, que les choses n'en iraient pas plus loin, et que les deux cabinets étant toujours en négociations le dénouement aurait lieu ou par un coup d'État d'abord avec la France, ou par un traité par lequel les deux empereurs réuniraient leurs moyens, pour terminer à jamais la lutte contre la Porte ottomane et les incertitudes que cette Cour vacillante occasionne depuis longtemps dans les cabinets de l'Europe.

Ainsi toutes les suppositions, toutes les hypothèses, tous les moyens, étaient mis en avant tour à tour, pour perpétuer les idées dont on se berçait et que l'ordre de l'Empereur transmis par le Prince major général français paraissait évidemment appuyer. L'armée reçut avec une satisfaction indicible sur la Vistule cet ordre, par lequel on faisait savoir aux troupes que tout espoir de rapprochement n'étant pas rompu entre la France et la Russie, sans discontinuer de le préparer à la guerre, on ne devait cesser de tenir des propos de paix. Les circonstances de l'armement français, confirmait encore d'aussi bonnes dispositions.

En y réfléchissant en effet, on était justement étonné de voir sur la Vistule des régiments sans chevaux d'artillerie, sans menus effets de campement, sans ambulances. Plusieurs corps d'armée n'avaient pas encore une voiture d'équipages militaires, ni de transports de vivres, de blessés ou de munitions. Les services de santé étaient on ne peut plus mal assurés : un essaim de jeunes chirurgiens échappés des écoles et entrés dans les facultés pour éluder la conscription plutôt que par état, remplaçait ces hommes sages et prudents si nécessaires auprès des troupes, autant quand ils préviennent les maladies que lorsqu'ils soignent celles qui sont inséparables de la carrière.

Les corps d'armée vivaient pour ainsi dire au jour le jour et nulle part on n'apercevait les moyens qui devaient préparer et transporter le produit des magasins à la suite des troupes. La pénurie des fourrages se faisait si cruellement sentir que partie de la cavalerie avait déjà beaucoup souffert et avait été renvoyée à trente et quarante lieues sur les derrières pour subsister. C'était selon les grades et les protections que les officiers obtenaient quelques fourrages pour leurs chevaux dans les quartiers respectifs, où les hommes puissants faisaient faire pour eux et leurs créatures des magasins particuliers aux dépens de la distribution journalière.

Ces circonstances et ces abus très graves ignorés sans doute de l'Empereur au moment de faire la guerre, ou tolérés du moins dans l'incertitude des événements, n'étaient pas pour les militaires expérimentés d'une augure favorable dans le cas de l'ouverture de la campagne, et les portait à croire qu'elle n'aurait pas lieu, autant parce qu'ils y trouvaient de l'impossibilité que parce qu'ils ne la désiraient pas.

Il est certain que lorsque l'on faisait la guerre écrite, et si dans le siècle des Turenne, des Condé, des Eugène et de Frédéric, on leur eut proposé dans un conseil de porter la guerre avec les armées, même peu nombreuses de leur temps, à cinq cents lieues des frontières ; dans des climats ingrats, sans établissements et sans moyens d'y en assurer ; ils eussent cru sans doute que l'orateur était aliéné.

Tout portait donc à croire que l'Empereur Napoléon, qui certainement sait la guerre, croyait qu'elle n'aurait pas lieu, puisqu'il ne prenait point de mesures propres à l'entamer, la soutenir et la poursuivre avec succès ; ou qu'induit en erreur par des circonstances que lui seul pouvait approfondir, il pensait que le rassemblement et la présence seule de ses troupes, amènerait sans effusion de sang la fin des négociations.

L'on a été convaincu depuis que ce souverain a véritablement été trompé par les événements, par ses agents particuliers et par les esprits remuant de la Pologne. Il avait lieu de penser en effet que la Suède ferait à plus d'un titre, et principalement par l'influence du prince héréditaire, des démonstrations puissantes pour une diversion ; que la Porte ottomane que l'on annonçait redoubler d'efforts, serait dans le cas d'occuper d'un autre côté la Russie d'une manière inquiétante : on avait dit que cette dernière puissance forcée de faire face partout à la fois, dans les extrémités de son empire le plus étendu de l'Europe, était au dépourvu du rassemblement de ses moyens, naturellement si lent à mouvoir en raison des distances ; et par ces motifs traînait les négociations en longueur ou donnait des réponses évasives : on représentait enfin la Pologne Russe prête à se soulever en masse en faveur du parti français sous l'espoir d'une indépendance et d'une liberté, dont les uns ne connaissaient que le nom et les autres les moyens de s'en servir pour leur intérêt.

Que ce soit à ces causes, ou à tout autre encore ignorée, il est malheureusement trop vrai que tous les vœux et toutes les espérances furent trompés, au moment où on s'y attendait le moins. L'armée reçut à l'ordre du jour une proclamation de l'Empereur Napoléon, ou du moins dressé depuis quelque temps en son nom, puisqu'elle a été défigurée et ne s'est pas trouvé la même dans les différents corps d'armée.

Cette proclamation annonçait en substance que : « La seconde campagne de Pologne allait s'ouvrir et qu'elle aurait le même succès que la première avec une paix plus durable ».

Alors on vit les préparatifs reprendre une nouvelle et sérieuse activité. Les routes étaient encombrées de troupes et du produit des arsenaux : les cantonnements furent plus resserrés. Bientôt un ordre du prince major général prescrivit aux troupes : « De porter avec elles pour vingt ou vingt-cinq jours de vivres, et trois paires de souliers pour chaque soldat : il annonçait que la Cour de Saint-Petersbourg ferait tout détruire et ravager sur le passage de l'armée française ; que les bagages devaient être réduits au plus strict nécessaire ; que la campagne serait bientôt terminée ; que l'armée devait se préparer à se porter rapidement en avant, et s'attendre à ne trouver que de l'herbe et de l'eau ».

Cet ordre produisit en partie en effet contraire à ce que l'on avait ordonné. Les généraux, les chefs de corps, les officiers supérieurs, les chefs d'administrations, tous ceux à qui les règlements accordaient des voitures, au lieu de les diminuer, augmentèrent leurs bagages et leurs provisions, comme s'ils allaient au bout de l'univers. À leur exemple, il n'y eut pas de petits commis aux vivres ou autre censuï [sic] de l'armée qui ne prétendit avoir aussi des moyens de transports ; de manière qu'à la quantité de voitures et de chariots de toute espèce, qu'on vit bientôt à la suite des corps d'armée, on ne pouvait que se rappeler avec douleur l'armée de Darius.

Le soldat devait être préparé à des marches rapides : loin de diminuer les bagages habituels, assez multipliés en France, on souffrit qu'il emporte des effets d'été et d'hiver, auxquels en ajoutant trois paires de souliers cloutés, vingt à vingt-cinq livres de farine, son armement et cinquante cartouches par homme, il était facile de prévoir que non seulement on n'atteindrait pas le but ordonné, mais que la moitié de l'armée serait détruite ou disséminée par bandes de trainards dans les longues routes qu'elle aurait à faire, par le temps le plus chaud de l'année.

Si comme dans les campagnes précédentes, l'Empereur Napoléon eut passé lui-même de fréquentes revues de ses troupes, aux temps et aux lieux qu'elles s'y attendaient le moins, il eut bientôt aperçu les abus énormes qu'il avait à réformer ou punir : mais il était dit que rien ne se ferait dans cette campagne comme dans les antérieures, et cette circonstance à été une grande cause des malheurs que l'armée devait éprouver.

Quoiqu'il en soit, elle était déjà en pleine marche dès les premiers jours de juin vers le Niemen, pour le passer à Tilsit, Kovno et Prenn. Jamais peut-être depuis les anciens, une



armée si nombreuse ne s'était trouvée rassemblée sur un aussi petit espace de terrain. Neuf cent escadrons, quatre cent cinquante bataillons français alliés, et mille pièces d'artillerie, avec leurs agrégés et munitions, étaient divisés en onze corps d'armée, commandés par des rois, des princes et des maréchaux. La garde impériale formait à part un corps de réserve d'élite distinct et séparé. On ne se fut pas attendu qu'une aussi grande masse eut du se mouvoir assez à temps pour arriver à la fois en ligne le 22 juin sur la rive gauche du Niemen<sup>11</sup>. Bien des choses nécessaires au train de l'armée, étaient sans doute restées en arrière, beaucoup ne devaient jamais arriver, comme on l'a déjà dit ; mais on s'attendait à combattre, et l'idée de la victoire qui flattait l'Empereur Napoléon suppléait dans son esprit à tout ce qu'un autre général eut désiré peut-être avant de joindre l'ennemi.

À peine arrivé sur le Niemen, l'armée travailla à jeter ses ponts. Quatre furent établis à la belle position de Kovno, où l'Empereur, la Garde et le gros de l'armée passèrent le 24 juin sans obstacles. L'espoir du combat était trompé et l'armée de Russie en retraite ; mais la crainte que ce ne fut [qu'] une feinte, obligea les Français de ne pas se livrer imprudemment à la poursuite et de rester en mesure. Le 25 un nouveau pont fut jeté en avant de Kovno sur la Vilia. Le 2e corps aux ordres du maréchal Oudinot la passa aussitôt et la côtoya sur une rive, tandis que sur la rive opposée, le 3e corps aux ordres du maréchal Ney suivait la même direction et se liait à la droite de l'armée française. Le 26, le corps du maréchal Oudinot se dirigea sur Gemmouï, où il devait couper du reste de l'armée russe, le comte de Wittgenstein et le combattre : mais le maréchal Oudinot n'arriva pas à temps et failli être coupé lui-même sans une lettre qui fut intercepté. Le comte de Wittgenstein se retira sur Vilkomir et y prit position : elle était belle, bien appuyée, de difficile accès et pouvait être disputée longtemps contre des forces bien supérieures qui devaient déboucher par un défilé fort étendu. Mais les instructions du comte de Wittgenstein étaient liées sans doute au mouvement général de l'armée de Sa Majesté l'Empereur Alexandre, puisque Vilkomir ne fut pas disputé sérieusement et qu'après l'échange de quelques coups de canon à l'arrivée du maréchal Oudinot, Vilkomir lui fut abandonné le 28 juin.

Ainsi cette fatale journée vit couler le premier sang répandu dans la campagne et le commencement des hostilités entre deux nations braves, que la nature avaient séparées et qui n'auraient du se connaître que pour fraterniser. Ainsi commença une campagne, la plus pénible que les Français aient jamais fait en Europe et où ils devaient donner l'exemple de tout ce que peut la bravoure et le dévouement, chez un peuple qui rivalisé avec eux de résignation, de courage et de fermeté.

Pendant les événements de Vilkomir, l'Empereur et le gros de l'armée française se dirigeaient par la droite sur Vilna, où quelque affaire légère eut encore lieu, tandis qu'à la gauche, le 10e corps aux ordres du maréchal Macdonald côtoyait et observait les côtes de la Baltique.

Il paraissait évidemment décidé que l'armée de Sa Majesté l'Empereur Alexandre était en pleine retraite sur le beau camp de Drissa et sur la Dvina, derrière laquelle elle prendrait ses positions pour y attendre le combat.

L'Empereur Napoléon dirigea ses troupes en conséquence. Le maréchal Macdonald, à gauche, vers Mitau, le maréchal Oudinot vers Dunabourg, et successivement les différentes colonnes de l'armée, vers Drissa, Drouïa, Disna, et Polotsk.

Pendant ces marches, l'Empereur s'arrêta de sa personne à Vilna. Ce fut durant ce séjour que les esprits remuants de la Pologne et ceux qui se flattaient de jouer un rôle dans un nouvel ordre de choses, renouvelèrent des projets d'indépendance nationale, en faveur de laquelle on avait annoncé un soulèvement général contre l'Empereur Alexandre. Des proclamations et des

---

<sup>11</sup> Voir [http://www.histoire-empire.org/1812/niemen/le\\_passage\\_du\\_niemen\\_02.htm](http://www.histoire-empire.org/1812/niemen/le_passage_du_niemen_02.htm)

discours écrits d'un style chaud et nerveux furent aussitôt répandus avec profusion : on n'en avait jamais publié de plus exaltés en France ni en Angleterre aux temps orageux de leurs révolutions : mais les hommes judicieux virent bientôt où cette nouvelle révolution politique pouvait aller. À l'égoïsme individuel et général aux réclamations multipliées contre les besoins de l'armée, à cette tiédeur presque universelle envers les Français, qu'on appelait cependant les régénérateurs de la Pologne, il était facile de conjecturer que l'opinion n'était pas telle qu'on l'avait répandue et que cette chaleur patriotique si vive dans les assemblées et dans les proclamations, se dissipait, comme les météores qui éblouissent ne brillent qu'un instant.

L'empereur Napoléon donna bien à connaître qu'il ne se méprenait pas non plus sur la foi qu'il devait donner aux démonstrations de dévouement dont on l'assurait. Dans une des assemblées des grands de Lituanie, Sa Majesté leur dit expressément : « qu'il ne s'agissait pas de se contenter de vaines paroles et de stériles promesses : que si la Lituanie voulait véritablement recouvrer son indépendance et devenir le berceau de la liberté de la Pologne, elle devait employer des moyens efficaces, prompts, et dignes des efforts de l'armée française ». Ceux qui ont l'habitude et la facilité d'observer de près les événements, ont jugé par ses discours et plus encore d'après la conduite subséquente de l'Empereur, malgré même l'organisation de la Lituanie en départements, que ce souverain pensait en politique à tirer parti de la Pologne en faveur de son armée, à y lever des soldats acclimatés qui – presque sur les lieux – seraient un renfort naturel et successif pour balancer des pertes auxquelles il devait s'attendre, plutôt que de mettre sur sa tête la couronne de Pologne.

En supposant que l'Empereur Napoléon eut eu momentanément ce projet, ou d'après lui ou d'après les insinuations que les grands et les flatteurs auraient pu mettre en avant, ce prince devait bien naturellement y renoncer, soit par le peu de résultats qu'il apercevrait dans l'effervescence patriotique dont je viens de parler, soit par les nouvelles qu'il recevait de la marche des différentes colonnes de son armée. À leur approche et presque sur tous les passages, des incendies spontanés éclataient dans les villages, sans qu'on put les prévenir, les arrêter ou en connaître les véritables auteurs. Le mobilier que les habitants en fuite n'avaient pu enlever, était consumé avec les habitations. Presque tous les bestiaux étaient cachés dans l'épaisseur des bois éloignés. Dans d'autres endroits, les paysans étaient assemblés et en pleine insurrection, sous le prétexte de la liberté, contre les propriétaires et les barons, et l'on était obligé quelque fois de recourir à la force militaire pour faire rentrer dans le devoir ces espèces d'émeutes. Ces nobles ou les barons qui dans tout autre temps pouvaient influencer sur l'opinion publique, ne devaient pas maintenant se prêter de bonne foi à un nouvel ordre de choses. Ils allaient être en quelque sorte dépouillés de leur autorité et des moyens de faire valoir leurs propriétés. Leurs ressources de l'année étaient ou allaient être absorbées par le passage ou le séjour des troupes, et l'intérêt qui dans tous les pays et chez tous les hommes parle plus haut que des illusions et des espérances, que tous d'ailleurs ne partagent pas, devait les éloigner dans le fond du cœur d'une révolution, que sans cela peut-être, l'instabilité du caractère aurait pu leur faire décri[re].

Ce n'était donc pas le cas sous tant de rapports, de songer à un royaume qu'il fallait en outre conquérir, et quand la campagne aurait été pour la Russie la plus désastreuse qu'il était possible de le supposer ; il était naturel de croire que pour quelques batailles perdues, l'Empereur Alexandre ne renoncerait pas à des provinces acquises par des ancêtres, au prix de près de cent années de négociations et de guerres sanglantes.

Indépendamment de cette considération majeure, l'Empereur Napoléon, quelque foi qu'il fit à sa bonne fortune ordinaire, est trop militaire pour ne pas connaître le bon mémoire du comte de Saxe sur la possession de la Pologne, les fautes de Charles XII, et surtout les excellentes observations critiques du grand Frédéric sur les opérations du Roi de Suède en

Pologne et en Russie. L'empereur Napoléon n'a pris aucune des précautions que les règles de la guerre indiquent, aussi bien que les grands personnages dont je viens de parler, pour faire croire qu'il eut l'intention de garder définitivement la Pologne, si le sort des armes la plaçait momentanément sous son autorité. Ces précautions militaires devenaient surtout nécessaires dans la guerre de pointe que l'armée française a poussé dans le cœur de la Russie, quand même il n'aurait jamais été mis en hypothèse, si l'Empereur de France en voulait ou non à la Pologne. Dans la supposition enfin que par suite de la guerre, les traités consentissent que la Pologne restait à la disposition de la France, pouvait-elle se flatter de la posséder sans y maintenir à grands frais une armée nombreuse à défaut de places fortes, de lignes militaires et d'établissements. L'empereur Napoléon avait annoncé à l'ouverture de la campagne, que la paix qui interviendrait porterait avec elle le gage de sa durée. Mais l'acquisition ou la possession de la Pologne ainsi que je viens de le dire, pouvait elle avoir lieu longtemps sans trouble et sans nuage, et la faux du temps qui moissonne indistinctement les princes est le commun des hommes, pouvait-elle présenter de garantie que les successeurs de l'Empereur Alexandre ne profitassent un jour d'une occasion heureuse pour revendiquer des droits, jadis acquis et possédés longtemps au prix de beaucoup de sang, et passés en des mains étrangères par suite de quelques batailles perdues.

L'espèce de sûreté que l'Empereur Napoléon a pris en s'avancant dans la Pologne est plutôt une garantie d'otages et du ressort de sa politique, qu'une sûreté d'État. L'empereur en y levant des troupes réunissait l'avantage d'augmenter les ressources de son armée, en attirant à lui des bras que d'autres auraient pu chercher d'employer contre lui en formant un corps de gardes nobles, il liait à sa bonne ou mauvaise fortune les parents et leurs propriétés et les empêchait du moins d'être utiles à ses ennemis. Le corps de la gendarmerie, les préfets et les sous-préfets n'étaient qu'une répétition de l'organisation précaire des provinces conquises en Allemagne dans les campagnes précédentes. On n'a pu douter enfin dans l'armée française que le but de son empereur et la cause et le prétexte de la guerre avec la Russie ne fut le système continental. On peut ajouter que la possession de la Pologne, dont la limite naturelle ne pouvait être que la rive gauche de la Dvina, donnait à la France quelques côtes en Courlande ; mais elle ne changeait rien aux volontés de la Russie sur le reste de ses côtes et dans ses ports de la Baltique, ce qui est le principal objet qui intéresse la France dans sa manière de voir par rapport à l'Angleterre.

Pendant le travail administratif de l'Empereur Napoléon à Vilna et les conjectures qui en résultaient ou que sa politique voulait laisser établir, les différentes parties de son armée se rapprochaient de la Dvina où elles s'attendaient à combattre. L'empereur se mit en route pour se rapprocher du théâtre des événements qui allaient avoir lieu.

Le corps du maréchal Oudinot arriva sous Dunabourg le 10 juillet. Ce maréchal fut complètement induit en erreur par le commandant de cette place : la belle tête de pont paraissait évacuée, les embrasures sans canons, quelques bâtiments étaient en feu : tout fit croire aux généraux d'avant-garde qu'ils pouvaient hardiment s'avancer du poste. Le Maréchal ordonna une reconnaissance des ouvrages pour laquelle il fut indignement trompé, comme on l'a vu depuis, et sur la foi de laquelle cependant des régiments perdirent inutilement pendant deux jours plusieurs centaines de braves.

Tout à coup, l'on apprend que l'armée de Russie abandonne encore la résolution de défendre le passage de la Dvina et qu'elle est en pleine retraite pour Polotsk et Vitebsk. L'empereur Napoléon encore déçu de l'espoir de combattre, fit faire à son armée un mouvement par sa droite pour suivre celui de l'armée opposée. Si la retraite de cette dernière eut été moins décidée et qu'elle eût voulu prendre l'offensive, en marchant dans le flanc de l'armée française, elle aurait pu lui devenir funeste comme l'attaque faite à la division de cavalerie de monsieur le général Sébastiani. Le roi de Naples le craignit un moment, et appela

promptement à lui les premières divisions du maréchal Oudinot en retraite de Dunabourg et avec lequel il se liait par la gauche. Le deuxième corps marchait assez négligemment : croyant n'avoir plus d'ennemis à combattre à sa portée, il laissa une division vers Drissa avec ordre d'y détruire le beau camp de l'ennemi : on envoya un officier au maréchal Macdonald, qu'on supposait être déjà rendu à portée de Dunabourg, avec ordre à ce maréchal de l'Empereur du poste au lieu du deuxième corps ; et l'on devait laisser quelques escadrons pour éclairer Drouïa, Drissa et lier par des postes les deux armées : on ne devait trouver aucun obstacle : mais les événements qui faillirent faire repentir d'une présomption ou d'une confiance trop aveugle, prouvèrent combien on était mal servi en renseignements. L'officier porteur des dépêches au maréchal Macdonald failli être pris et perdit toute son escorte à Ezéros. La division du maréchal Oudinot laissée à Drissa y trouva quarante mille hommes et ne dut son salut qu'à un de ces événements heureux que rien ne peut faire prévoir ni remplacer à la guerre et à sa prompte retraite sur Disna, où elle se rallia à son corps d'armée. Les postes de cavalerie légère laissée pour observer ne furent pas plus heureux.

Pendant ce temps le gros de l'armée française traversait en hâte la Dvina à Polotsk, Botzenkiezy et Vitebsk où quelques affaires de cavalerie avaient fait espérer à l'Empereur Napoléon d'amener enfin le combat : ce fut en vain que ce souverain par ses marches forcées et ses ordres précis de passer promptement le fleuve, à quel prix que ce fut, avait pensé pouvoir atteindre l'armée de Sa Majesté l'Empereur Alexandre. Il se flattait d'un succès que pouvait lui laisser l'initiative de la campagne qu'il voyait clairement lui échapper par le mouvement de l'armée de Russie. Il n'y a pas de doute en effet que le premier plan de l'Empereur Napoléon n'était pas de s'enfoncer dans le cœur de la Russie et de faire, malgré lui, la même faute presque que Charles XII. Tout porte à croire que d'après les conseils de Frédéric, que les observateurs ont jugé qu'il aimait tant à suivre quelques fois, la route de la Livonie et de Saint-Pétersbourg était le but des entreprises ; s'il avait des succès, la Courlande, la Lituanie, et les côtes de la Baltique, étaient sous sa surveillance plus immédiate contre les efforts de l'Angleterre : le siège de Riga eut pu être entrepris sur les derrières, comme le projet en avait existé d'après les ordres donnés aux officiers du Génie. Enfin les corps d'armées moins isolés et plus à portée de se secourir, eussent pu se rétablir de leurs marches forcées, au lieu d'en entreprendre de nouvelles, de plus pénibles et de plus hasardées.

On n'a pu bien juger d'abord à l'armée française si le plan de marche ou de retraite suivi par celle de Russie était dû à des circonstances particulières ou calculé par des hautes raisons de guerre, et par l'intérêt que l'on devait chercher à trouver de faire faire à l'Empereur Napoléon une guerre opposée à ses habitudes et à ses principes. Il est certain au moins qu'il fallait de grands motifs au général ou au ministère de Russie pour ne pas marcher dans le flanc des Français quand il le pouvait, pour ne pas défendre les postes et la rive droite de la Dvina, généralement si belle de ses bords à plusieurs lieues dans les terres. L'armée française n'eut pas été sans doute heurter de front les beaux ouvrages de Dunabourg et de Drissa, elle eut cherché de les tourner ; mais le terrain était si favorable à l'armée de Russie, que si véritablement la résolution de son général fut prise par le motif de rompre les projets de l'Empereur Napoléon, en traînant la guerre en longueur, en consumant insensiblement son armée, au lieu de donner les mains à une guerre grosse, vive, mais courte, on ne peut assez admirer la résolution courageuse qui a fait préférer des succès incertains et éloignés mais d'une conséquence si majeure à la défense d'un pays que l'on pouvait disputer et à l'espoir des avantages que l'art et la nature semblaient promettre à moitié.

Les officiers expérimentés préjugèrent d'avance une partie des événements qui devaient arriver et le tableau que la plus grande partie de l'armée française offrait déjà n'était pas fait pour détruire les incertitudes que la nouvelle face des affaires inspirait.



Les troupes en quelques sortes accablées sous le poids des bagages, de leurs munitions, de leurs subsistances, n'avaient pu résister aux marches pénibles qu'elles devaient renouveler tous les jours. Bientôt les maladies et les trainards diminuèrent considérablement les colonnes. Les fatigues firent abandonner les farines et les provisions, les besoins se firent sentir et sous le prétexte de pourvoir ensuite aux aliments, le goût du pillage et de la maraude s'introduisit, le vagabondage s'organisa pour ainsi dire sur les derrières et il fallut faire de forts détachements commandés par des généraux pour tâcher d'y remédier. Sous les aigles, les liens de la discipline étaient presque totalement relâchés. La plus grande partie des officiers dont la subsistance était à la merci de leurs soldats, n'osaient guère exercer leur autorité contre des absences illégitimes dont la fin ou le retour leur offrait toujours quelques ressources. Insensiblement ce genre de vie devint général, il n'y eut pas de sous lieutenant qui avec sa chèvre ou sa vache pour le café journalier, n'eût à lui deux ou trois chevaux enlevés dans le pays et marchant à sa suite chargés de provisions : pour suffire à ce train, chaque officier avait à son service deux ou trois soldats pris dans les rangs. Les généraux, les officiers supérieurs, les chefs des administrations avaient donné l'exemple, et l'on peut dire sans exagération que sur la totalité de l'armée française plus de cinquante mille hommes avaient indignement quitté les armes, pour devenir cochers, palefreniers ou pourvoyeurs.

Le résultat de toutes ces fautes et de tous ces abus fut de diminuer une armée, qui n'avait pas encore combattu, plus que n'aurait pu faire la perte de plusieurs batailles, et de lui devenir encore plus funeste au moral. Les Français arrivés sur la Dvina n'avaient presque pas tiré un coup de fusil et se trouvaient réduit au tiers de leurs forces. L'état de la cavalerie n'était guère plus satisfaisant. L'épuisement que des marches répétées quelques fois de vingt, vingt-cinq, et trente lieus par jour, avaient occasionné à de jeunes chevaux nourris au vers, l'inexpérience de trop de conscrits, avaient opéré sur la cavalerie la diminution que l'infanterie devait à d'autres causes.

L'empereur Napoléon voulut remédier aux désordres qui vinrent à sa connaissance. Il établit des cours prévôtales qui devaient juger à mort dans les vingt-quatre heures et sans appel les prévaricateurs : il rappela la vigueur des anciens règlements ; mais l'Empereur ne connaissait pas tout le mal et trompé par quelques-uns des généraux qui avaient eux même intérêt à lui cacher la vérité, les abus ne discontinuèrent pas et finirent par s'enraciner au point que l'armée française dont la législation militaire est si sage, si prévoyante, si complète, virait pour ainsi dire dans les climats lointains où elle était transplantée, comme si elle n'eut connu d'autres règlements que ceux de ses besoins et de sa sûreté.

Une des premières conséquences de l'erreur dans laquelle l'Empereur était sur la force de son armée, fut que croyant dans les rangs cent-cinquante mille hommes que différentes causes en avaient fait sortir et que néanmoins on portait présent, il pouvait ordonner des mouvements ou des opérations qui seraient sans succès et occasionneraient peut-être des échecs. De ce nombre furent les entreprises du maréchal Oudinot contre le comte de Wittgenstein pendant que l'Empereur doit à Vitebsk, et que le gros de ses troupes suivait le fort de l'armée russe vers le Dniepr.

Le maréchal Oudinot avait un corps d'armée qui devait être de quarante-neuf mille hommes. À peine en avait-il trente mille en arrivant à Polotsk. Il y passa la Dvina le 28 juillet avec deux divisions d'infanterie, sa cavalerie légère et ses cuirassiers et se porta le 29 au défilé de Biéloé sur la grande route de Saint-Pétersbourg, tandis que sa troisième division d'infanterie jetait un pont à Dilna et s'établissait à sa portée dans les bois et les défilés de Lozovka. Sur la croyance ou l'on était qu'il restait peu d'ennemis sur ce point, et sur la force présumée de son corps d'armée, le maréchal Oudinot reçut l'ordre d'attaquer et de battre le comte de Wittgenstein partout où il pourrait le rencontrer. Ce maréchal, qui avait joui d'une si haute réputation comme général de division, n'avait pas encore commandé à la guerre de

corps d'armée isolé, et ne consultant que son zèle il se hâta sans beaucoup de renseignements de pousser sa pointe sur la route de Sebej. Un pont fut jeté sur la Drissa au lieu même où le bateau de service était ordinairement établi. Jamais passage ne fut plus mal choisi. Contre les règles de la guerre : il était embrassé et découvert de tout côté de la rive opposée : le comte de Wittgenstein n'en fut pas prévenu sans doute assez à temps ou n'était pas assez à portée pour faire repentir d'une faute aussi grave. Quoiqu'il en soit tout le corps d'armée se réunit le 30 juillet de Lozovka et de Biéloé vers le pont de la Drissa. La cavalerie légère, deux divisions d'infanterie, les cuirassiers passèrent cette rivière au point du jour et poussèrent à diverses reprises par la grande route jusqu'à Jakoubovo. La troisième division resta en réserve sur le pont. Cette route presque partout boisée et marécageuse en beaucoup d'endroits, sans aucune issue sur les flancs, auraient du suffisamment indiquer de ne faire passer que les munitions et l'artillerie nécessaires, mais l'on croyait l'ennemi bien loin devant soi, on ne pensait avoir à faire qu'une poursuite, et soit par la crainte de laisser des caissons et des bagages, sur les derrières, à la tentation de quelque partie de hussards, soit par toute autre cause, les troupes étaient établies déjà à Jakoubovo, cinq lieues au-delà de la Drissa, que le pont et toute la route étaient encombrées de chariots, de voitures et de cantines. Mais vers les cinq heures du soir, une nuée de poussière avertit qu'un corps ennemi marchait sur le flanc gauche de l'armée française et le combat s'engagea bientôt après. La position des Français était belle considérée dans son ensemble : examinée en détail elle était coupée par des ruisseaux, des ponts ou des défilés, qui rendaient les communications difficiles. On pouvait cependant se maintenir à Jakoubovo, contre le comte de Wittgenstein, si l'on eut connu ses véritables forces. Elles étaient masquées par des bois derrière lesquels il manœuvrait, et ces bois approchaient la gauche et couvraient le front des Français. Le parti de se défendre fut suivi par ces derniers avec la plus grande vigueur et beaucoup de succès, toute la soirée du 30. Quels que fussent les efforts de valeur de l'attaquant il ne put gagner une pouce de terrain : on lui fit des officiers et des soldats prisonniers qui par ignorance ou à dessein portèrent à cinquante mille hommes les forces du comte de Wittgenstein. Le maréchal Oudinot résolut d'abord de repasser la Drissa : il s'en fallait de moitié que le corps du comte de Wittgenstein fut aussi considérable. Comme on l'a su depuis, et dans l'erreur où l'on était, c'était le cas de prendre sur le champ son parti, plutôt que de flotter dans l'incertitude devant un ennemi aussi actif que le comte de Wittgenstein. Le maréchal Oudinot changea plusieurs fois de résolution et remit au lendemain. Le comte renouvela son attaque au point du jour du 31 avec une telle vigueur et les apparences d'une supériorité si marquée, que la retraite fut ordonnée à l'instant. Elle se fit d'abord en bon ordre, mais les équipages, les voitures - les administrations ayant rompu ou doublé leur ordre de marche - embarrassèrent bientôt les troupes et l'artillerie dans les défilés. On ne répara pas les ponts au fur et à mesure qu'ils le rompaient, la retraite enfin fut tellement ralentie que le corps russe gagna les flancs et la queue des Français. Il fallut perdre du monde et incendier pour donner le temps de déblayer le pont : on trouva heureusement deux gués ; mais il n'en fallut pas moins faire le sacrifice de beaucoup d'équipages, de quelques munitions et d'une partie considérable de blessés. Le maréchal Oudinot parvint à regagner le soir sa position de Biéloé.

Le comte Wittgenstein aurait du se borner à garder la rive et les défilés de la Drissa : mais le lendemain il fit la faute de vouloir pousser une pointe sur Biéloé. Elle aurait pu lui devenir funeste si le soir même, le maréchal Oudinot n'eut fait une plus grande faute de ne pas savoir poursuivre ses succès, ou s'arrêter lui-même sur la ligne de la Drissa que le comte de Wittgenstein n'aurait pas du franchir. Le 1er août, un corps d'élite Russe vint avec plusieurs pièces d'artillerie attaquer à Biéloé le maréchal Oudinot. Ce maréchal pouvait attendre le comte dans sa position ; mais avant d'avoir toutes les forces des ennemis sur les bras, il tomba avec fureur sur tout ce qui avait passé la rivière, fit beaucoup de carnage, de prisonniers et de

désordre, enleva sept à huit pièces d'artillerie, et accula dans la rivière ou dans le défilé tout ce qui s'était présenté. Loin de profiter de ce succès, le maréchal Oudinot resta deux ou trois heures dans l'irrésolution du parti qu'il avait à prendre. Il se contenta de faire suivre faiblement le comte et lui laissa le temps de se retirer et de se reconnaître : on voulut ensuite pousser sur lui ; il n'était plus temps, le comte s'était ravisé, revint avec vigueur sur le maréchal Oudinot, et le poussa si vivement à son tour qu'il répara l'échec qu'il avait éprouvé le matin. Le maréchal étonné, et à qui ces différents combats avaient ôté des rangs deux mille cinq cent hommes, revint le 2 août sur Polotsk et fit même ses dispositions aussitôt pour l'abandonner dans le cas où le comte de Wittgenstein vient s'y attaquer : déjà le gros canon, les équipages et deux divisions étaient repassés à la rive gauche, mais le comte qui n'était pas sans doute en force suffisante, ou assez bien instruit, ou qui craignait quelque ruse de guerre se contenta d'envoyer des reconnaissances au débouché des bois et Polotsk demeura occupé.

Cependant l'Empereur Napoléon qui était à Vitebsk et qui avait été prévenu avec ménagement des affaires de la Drissa, reçut aussi le rapport que le maréchal Oudinot avait cru sur les forces prétendues du comte de Wittgenstein. En conséquence le sixième corps d'armée (les Bavares) aux ordres du comte général Gouvion Saint-Cyr, qui était en route de Vilna sur Vitebsk, reçut l'ordre de se rendre à Polotsk à marches forcées et y fut rendu le six août. Ce corps composé de si belles et de si braves troupes avait été d'abord de trente mille hommes d'infanterie : il était réduit à vingt-deux mille à Vilna et ne comptait guère que la moitié de son monde à Polotsk. Ce n'en n'était pas moins un renfort assez considérable pour donner au maréchal Oudinot l'envie de guerroyer encore et d'éloigner enfin le comte de Wittgenstein des rivières auxquelles il s'appuyait et qu'il défendait toujours. Le comte de Wittgenstein revenu sans doute se retira derrière la Svoïana les Français se reportèrent à Biéloé le 11 et de la côtoyant à la fois la Dvina et la Drissa, se dirigèrent et prirent position avec les Bavares avant le Valentsouï.

On avait envoyé un officier au maréchal Macdonald pour le prévenir du mouvement et l'engager à manœuvrer ou agir de son côté sur les derrières du comte. Mais soit que ce maréchal fut occupé devant lui, soit qu'il ne put ou ne voulut se prêter à ce qu'on lui demandait, il ne bougea pas de sa ligne de Dunabourg.

On était assez incertain sur la position et le lieu que le comte de Wittgenstein occupait et par conséquent sur les opérations ultérieures : cependant on avait déjà jeté un pont sur la Svoïana, lorsque l'on découvrit à Midij le comte de Wittgenstein en bataille sur la rive opposée. La canonnade s'engagea presque aussi fort avec fureur et la mousqueterie suivit de près, avec des avantages réciproques, mais les positions respectives étaient belles, celle du comte principalement. Néanmoins le maréchal Oudinot était décidé de marcher à lui et de passer le pont, lorsqu'il lui est tout à coup enlevé. Le comte parut en outre manœuvrer au loin par la gauche, de manière que le maréchal craignant aussitôt d'être tourné et coupé de Polostk, tandis qu'on s'amassait à Valentsouï, ne songea plus qu'à y revenir promptement. Il y arriva dans la nuit du 15 au 16 août. Il fit encore ses dispositions pour repasser les ponts de la Dvina, dans le cas où, comme il le pensait, il y serait forcé. Les avant-postes du comte ne parurent aux débouchés des bois que sur le soir et se contentèrent d'échanger quelques coups de canon. Un conseil de guerre avait décidé le maréchal à la retraite pour le 17, et dès le point du jour, il ne restait plus à Polotsk que les troupes et le canon de cette retraite. Mais le comte de Wittgenstein attaque si mollement que l'on jugea qu'il n'était pas en force et que l'on resterait encore dans la place. On fit en conséquence repasser des troupes et du canon à la rive droite, enfin le maréchal était décidé de tomber sur les troupes du comte, établies dans la plaine, lorsqu'il fut blessé et la partie remise.

Cette blessure du maréchal Oudinot mit fin au mécontentement que l'Empereur venait de lui témoigner l'avant-veille. Ce souverain avait appris la vérité sur les dernières journées de



juillet et d'août et l'abandon des blessés. Il avait ordonné un appel de rigueur, des baïonnettes et sabres présents et prêts à combattre. Le résultat lui fit connaître au juste les pertes en partie inutiles que le 2e corps avait éprouvé.

Le maréchal Oudinot ne pouvant rester à l'armée, le commandement fut dévolu au général Gouvion Saint-Cyr. La matinée du 18 août ne paraissait présager aucun événement de la journée ; les deux parties s'occupaient réciproquement et sans convention à retirer du champ de bataille leurs blessés de la veille : mais le général Saint-Cyr profita de la sécurité du comte de Wittgenstein pour l'attaquer à l'improviste et finir, d'une manière ou d'autre par un succès ou une retraite, l'effusion du sang journalier qui rougissait sans résultat la plaine de Polotsk. Les deux armées étaient à la petite portée de canon et les postes pouvaient se parler. Le général Saint-Cyr dissimula si bien néanmoins ses dispositions que vers la soirée et dans le moment où le comte Wittgenstein y pensait le moins, il fut assailli par un feu si vif d'artillerie, qu'à peine il eut le temps d'établir ses batteries et de se mettre en ligne qu'il fut presque écrasé : le combat se rétablit cependant avec une valeur extraordinaire du côté de l'armée russe, et la victoire fut longtemps disputée : mais le comte de Wittgenstein avait été blessé et le courage et les bonnes manœuvres de bavares décidèrent la bataille en faveur des Français. Une vingtaine de pièces de canon avait été prise et serait restée aux vainqueurs, sans la bravoure de cent dragons russes (on les a dits être du régiment des chevaliers gardes). Ces hommes intrépides après avoir repoussé sur la fin de la journée une charge de cavalerie française culbutèrent une batterie de douze pièces de position, enfoncèrent les lignes d'infanterie, et semant sur leur passage l'épouvante et l'effroi vinrent sabrer jusqu'aux barrières de Polotsk les postes et les fuyards : ils faillirent enlever le général en chef, obligé de se cacher à pied dans un ravin, s'emparèrent de deux pièces de canon français et en reprirent douze de celles que leur armée venait de perdre.

Le succès de la journée restant cependant aux Français mit néanmoins hors des rangs en tués ou blessés trois mille cinq cent hommes. L'avantage fut exagéré sans doute à l'Empereur Napoléon. Il l'apprit avec un tel plaisir après l'irrésolution que le maréchal Oudinot avait manifesté d'abandonner Polotsk que le général Saint-Cyr en reçut le baron de maréchal des Empires. Mais il n'entreprit rien contre l'armée qu'il avait battue et qu'il a été blâmé de n'avoir pas poursuivi.

Pendant ces différentes affaires, le gros de l'armée française avait suivi celle de l'Empereur Alexandre, sur Orcha et Smolensk ou tout faisait croire que, bien appuyée, elle attendrait le combat. L'empereur Napoléon s'y rendit de sa personne et quoique la place de Smolensk méritât d'être respectée, l'impatience d'en venir aux mains d'une manière ou d'autre, déterminèrent ce souverain à tout entreprendre. La place et tous ceux qui la défendait fut attaqué avec fureur, battu et assailli pendant trois jours, jusqu'à ce qu'enfin elle fut emportée. Mais qu'elle que fut la valeureuse opiniâtreté avec laquelle elle avait été défendue en présence de Sa Majesté l'Empereur Alexandre, il parut bien que le général russe voulait encore éluder le combat général et qu'il n'avait tenu que le temps nécessaire à l'évaluation des objets qu'il voulait enlever. La possession de cette place ne passa dans les mains des Français que comme le gage d'un triste succès. Réduite en cendres, elle ne leur fut d'aucune utilité, ni pour des établissements ni pour des hôpitaux dont ils avaient tant besoin. Son acquisition coûta beaucoup de sang et des officiers de mérite, parmi lesquels le comte Gudin, un des meilleurs lieutenants généraux de France, fut le plus marquant. Sa perte fut si vivement sentie qu'elle fit qu'on parla peu des autres.

Le gros de l'armée de Russie avait déjà gagné plusieurs marches de retraite, et celle de France encore épuisée de fatigues fut obligée de renouveler ses efforts pour se mettre à sa poursuite sur la route de Moscou. Le mois de septembre était arrivé, la saison d'hiver et des pluies avançait à grands pas dans un climat où l'un et l'autre sont ordinairement plus précoces



qu'ailleurs : rien n'était décidé encore et la campagne était presque manquée. Tant de motifs déterminèrent l'Empereur à s'écarter des règles ordinaires et à tout entreprendre pour atteindre l'armée de Russie. C'était beaucoup hasarder et l'Empereur le savait sans doute, que de rompre sa ligne, de pousser une pointe éloignée dans le cœur d'un royaume, déjà si distant de toutes ressources, à travers des bois et des défilés : mais l'Empereur dut-il aller combattre sous les murs de Moscou, espérait au moins que le général ennemi l'y attendrait et sacrifiant tout à l'espoir de vaincre, de manière à venir ensuite à traiter, il passa par-dessus toutes considérations puissantes qui auraient pu le déterminer à former et garder sa ligne entre Smolensk et Mitau. Plusieurs officiers généraux de mérite blâmèrent intérieurement ce souverain de franchir ainsi ce que la prudence leur présentait comme une règle inviolable pour eux. Il fut même adressé un mémoire raisonné à cet égard au prince major général, qui peut-être ne fut pas lu ou qui ne parvint pas. Quoiqu'il en soit les têtes de colonnes françaises atteignirent quelques fois les arrières-gardes russes, il n'en résulta que des engagements qui causèrent inutilement du sang aux deux partis et où les avantages furent réciproques : celui de Viazma et surtout de Krasnoïé, avaient précédemment fait connaître aux français la fermeté de l'infanterie russe quand elle est bien commandée, la retraite des belles masses Russes à Krasnoïé ne saurait être assez citée pour exemple.

À peu près à cette époque, un bruit se répandit sans les différents corps d'armée, sans qu'on put remonter à sa source, que par l'effet d'une de ces révolutions dont la Russie a donné plusieurs exemples, Sa Majesté l'Empereur Alexandre ne régnait plus : on l'attribuait à différentes causes plus ou moins extraordinaires qu'il serait long de rapporter ; l'armée française quoique faisant la guerre à ce prince, partagea sincèrement un événement qui ne s'est pas heureusement justifiée, et si les regrets et l'attachement non suspects dont les Français renouvelèrent les témoignages dans cette occasion pouvaient être agréables à ce monarque, il serait à désirer qu'il connut l'expression de tous les sentiments dont il était l'objet.

Dans l'intervalle des marches et des combats isolés de l'extrême droite de l'armée française, la garnison de Riga, considérablement renforcée, fit un fort détachement et tomba sur Mitau qu'il enleva avant qu'il put être secouru. Les maréchaux Macdonald et Augereau y envoyèrent des troupes en toute hâte et le firent évaluer malgré la plus vive résistance ce fut encore du sang inutilement répandu sans résultats.

À Polotsk, le comte Saint-Cyr se reposait en quelque sorte sur le baron de maréchal qui lui avait été envoyé : à peine il s'occupait de la subsistance de son armée, ou du moins adoptait des mesures tout à fait contraires à sa conservation. Forcée de faire des détachements journaliers et lointains, elle se consumait par les fatigues, l'intempérance et l'indiscipline ; tandis que dans un rayon de trois lieues, entre Polotsk et Sosnitsa, la terre couverte de moissons desséchées par le soleil et abattues par les vents aurait pu fournir des grains à l'armée pour tout l'hiver. Elle avait cependant des employés de toute espèce pour plus de soixante mille hommes ; mais ils ne pensaient qu'à eux, et tandis que leurs valets même mangeaient un pain comme à Paris, des officiers et des généraux en cherchaient quelques fois. Le service des hôpitaux allait peut-être plus mal encore. Le grand corps d'armée, marchant ou combattant sans cesse, éprouvait de grandes calamités sous ce rapport, mais les distances immenses et le pays qu'elle parcourait, détruit et ravagé au fur et à mesure, étaient des motifs plausibles en apparence, s'il peut y en avoir à la guerre, contre ce qui doit être calculé et prévu d'avance ; mais à Polotsk où l'armée a séjourné présida trois mois, il ne pouvait être admis d'excuse contre la négligence ou le défaut de secours qui a fait périr tant de malheureux. Mal à propos, les chefs d'administrations de santé et les commissaires ordonnateurs accusaient la morosité du ministre : ils étaient dans un pays conquis qu'ils écrasaient eux-mêmes de réquisition pour leur compte, ils les auraient en quelque sorte légitimée s'ils se fussent servis

des ressources locales pour le soulagement des malades et des blessés. Combien de ces derniers n'ont-ils pas péri de gangrène parce qu'il manquait une ligature nécessaire à l'amputation d'un membre.

Celui là est bien coupable, à qui le souverain a confié le sort et la vie de tant de milliers d'hommes, et qui s'occupe si peu de leur existence ! Celui là n'est pas un vrai général, qui ne sait que faire tuer les hommes et point du tout les conserver à propos, et porter sur toutes les parties de l'administration de son armée l'œil de la sagesse et de la prévoyance. L'empereur Napoléon connaîtra et punira peut-être un jour tant de prévarications dans des devoirs aussi sacrés, où l'ombre de tant de victimes qui eussent pu être sauvées poursuivra leurs froids assassins.

Aussi d'abus en abus, des maladies, des blessures faciles à guérir dans le principe dégénèrent en une telle mortalité à Polotsk, que dans l'espace de deux mois l'armée Bavaoise fut réduite à deux mille cinq cents hommes et les Français à quinze mille. Le défaut de police militaire, l'insalubrité de l'air et des eaux, se joignit à tant de causes de destruction ; les cadavres et les bestiaux restaient en putréfaction dans les maisons ou dans les rues, ou étaient jetés pour toute sépulture au bord de la rivière, il fallut bientôt défendre la boisson de ses eaux.

Cependant, l'Empereur Napoléon poursuivait toujours sa marche à la suite de l'armée de Russie. La soif et le besoin de combattre, si l'on peut s'exprimer ainsi, dévoraient également l'armée, éprouvant tous les genres de privations et courant sans cesse après un but qui lui échappait au moment de l'atteindre, elle espérait dans le combat un acheminement quelconque à la fin de la campagne. Enfin, elle apprit et vit avec un plaisir indicible que l'armée de Russie était postée et retranchée sur la Moskova et Mojaïsk.

L'Empereur bientôt arrivé fit de suite sa reconnaissance et ses dispositions. Le poste sur la Moskova, habilement choisi, empêchait d'arriver avec sûreté sur Mojaïsk. Ce n'était pas le cas de penser à manœuvrer ou de tourner : on en voulait promptement venir aux mains : l'Empereur ordonna et dirigea en personne l'attaque du poste de la Moskova. Il fut forcé après une résistance opiniâtre, et ce fut une grande faute d'après les généraux français de le perdre et de ne pas tout tenter pour le reprendre et s'y maintenir, si l'armée de Russie, voulait rester aussi à Mojaïsk. Enfin ce jour de bataille si désiré par l'Empereur Napoléon et par l'armée arriva. Dès le point du jour du 7 septembre, les deux armées formèrent leurs lignes. Celle de l'Empereur Alexandre derrière des retranchements et une artillerie formidable occupait une bonne position formée de mamelons et de rideaux successifs, couverts en partie de ravins et de fondrières. Au-delà de cette position, les réserves étaient appuyées en quelque sorte à des bois. Les premières lignes de cette armée étaient composées d'infanterie : sa cavalerie placée sur différentes pointes était si nombreuse qu'elle paraissait être partout à la fois.

L'armée française avait moins l'avantage du terrain et, placée sur un sol presque uni, forma de cavalerie sa première ligne au soutien de ses pièces d'attaque. Ses lignes et ses masses d'infanterie étaient placées derrière, entremêlées de réserves de cavalerie : le corps nombreux de la garde à pied et à cheval, formait la réserve du tout. La plus vive canonnade s'engagea bientôt et se soutint quelque temps avec une vigueur peu commune de part et d'autre. Près de mille pièces de canon vomissaient la mort. Une pièce d'artillerie allongée nouvellement inventée en Russie, et que les Français ont nommé obusiers à Licorne, faisait à ces derniers un dommage considérable. L'empereur Napoléon ordonna de marcher aux retranchements ennemis : ils furent disputés longtemps avec le plus grand courage : plusieurs furent pris et repris plusieurs fois : mais enfin ceux du centre furent définitivement enlevés les premiers à neuf heures environ et le sort de la journée était dès lors en quelque sorte décidé. Ce premier succès, auquel les corps du prince vice-roi d'Italie et du maréchal Ney eurent la

part la plus brillante, n'était rien cependant auprès des efforts qu'ils avaient encore à soutenir. Les retranchements de la droite furent enlevés à leur tour ; mais des colonnes formidables, pleine d'audace et de courage, vinrent essayer de reprendre les positions qu'elles avaient perdues et sur lesquelles les batteries françaises étaient déjà établies. Ce fut un beau mais terrible spectacle, de voir pendant plus de deux heures la lutte sanglante et valeureuse des deux partis. Les bornes d'une mémoire ne permettent point les détails glorieux aux armes russes et honorables aux Français que l'on pourrait citer. L'impassible fermeté des premiers ne saurait être cependant passée sous silence, ni assez imitée par des hommes bouillants et impétueux que le premier obstacle rebute. Si le succès ne couronna pas la journée en faveur de l'armée de Russie, elle en était digne par sa bravoure. Elle eut la gloire de repousser avec une perte considérable tous les efforts de la cavalerie la plus distinguée de France, commandée par le brave roi de Naples, et de ne céder dans sa retraite qu'un terrain acheté par le sang et teint de celui de quarante deux généraux tués ou blessés.

La retraite de l'armée russe fut sage, bien ordonnée et aussi bien exécutée. Elle donna dès lors à connaître qu'il n'y avait point de poursuite vigoureuse à entreprendre dans un pays d'ailleurs difficile et que si le général russe le voulait Moscou serait le prix d'un nouveau combat. On a prétendu que ce fut d'abord l'intention du général russe, mais qu'elle fit place au terrible projet d'incendie que le gouverneur de Moscou avait conçu. L'armée française n'en a rien cru : elle n'a pu se persuader non plus que ce projet fut communiqué à personne et encore moins qu'il existât en exécution des ordres du gouvernement. Quoiqu'il en soit, l'armée française arriva devant Moscou le 15 septembre.

L'empereur Napoléon y fit son entrée l'après-midi à la tête de sa garde qui en forma la garnison. Ce prince était descendu au Kremlin : le reste de l'armée était posté en avant de la ville et aux environs. L'empereur s'occupait déjà des ménagements qu'il a toujours eus pour les capitales ou les résidences des princes, et de les concilier surtout avec les besoins des troupes, lorsqu'il est averti qu'un affreux incendie éclate de toutes parts à la fois et qu'à l'horreur des flammes est jointe la certitude de ne pouvoir les éteindre. Vainement, ce prince ordonna de nouveaux efforts pour sauver tous ce qui sera possible, en coupant court et abattant des maisons au devant des flammes. Le mal est malheureusement sans remède, le tumulte et le désordre succèdent et le pillage les suit. Le seul Kremlin est garanti, mais plus de trente mille blessés qui étaient dans les hôpitaux sont perdus. L'empereur convaincu par cette terrible catastrophe qu'on en veut à ses jours et à la sûreté de ceux qui l'accompagnent, se résout à sortir de cette nouvelle Troie. Les flammes ou les décombres ferment déjà plusieurs passages : obligé de revenir sur ses pas, les détours et les retards renouvellent les obstacles et peuvent à chaque instant les augmenter, au milieu d'un flux et reflux de peuple et d'une soldatesque qui ne connaît presque plus de frein. Enfin, au bout de deux heures d'une marche pénible et dangereuse en partie à pied, le monarque parvient à gagner un asile, d'où il peut s'occuper au moins de la sûreté de l'armée. C'est en vain : l'excès du besoin sert de prétexte pour aller prendre part au pillage. Pendant plusieurs jours plus de la moitié de l'armée se succède ou se remplace sur les routes ou dans les rues de Moscou. Grâce en soient rendues à la providence, le général ennemi n'a pas l'idée de profiter de ce désordre.

Le sixième jour il commence à cesser enfin avec les flammes qui viennent de dévorer tant de richesses et de superbes édifices et que les Français en général ont regretté de ne pouvoir sauver autant peut-être que ceux qui les ont perdus. L'empereur ayant atteint le but qu'il s'était proposé, en changeant de plan de campagne à Vitebsk et Smolensk, laissa reposer et rétablir son armée le mieux qu'il fut possible. Il lui était naturel de penser que les circonstances pourraient amener le sujet d'un traité. Il parut devoir

en être sérieusement question à deux reprises. Ou ses prétentions furent trop élevées, où plutôt combien il se trompait. Moscou pris, Moscou réduit en cendres ne présentait plus le même intérêt que Moscou libre et encore intact. Moscou brûlé fut pour beaucoup de personnes expérimentées le thermomètre de la continuité de la guerre, comme Moscou, occupé si longtemps inutilement dans une saison qui allait devenir affreuse, devait être la cause de la perte de la plus grande partie de l'armée française. La dissipation ou le peu d'ordre dans les subsistances de toute espèce en firent bientôt sentir le besoin, surtout pour la cavalerie réduite, dès le point du jour d'aller chercher des fourrages à plusieurs milles, de combattre journellement pour en avoir et de ne rentrer qu'à la nuit ; cette cavalerie plus qu'à moitié réduite par les marches et les combats précédents fut bientôt ruinée totalement. L'artillerie partagea le même sort avec la plus grande partie des officiers. Le cheval devint aussi la principale nourriture de la troupe : des maladies se manifestèrent. L'armée se consume enfin et l'Empereur est dans la sécurité. Quelqu'un parvient à lui faire connaître une partie de la vérité : il s'en informe et il est encore trompé par la crainte des reproches ; l'Empereur enfin n'est convaincu qu'il n'a plus de cavalerie et moins de la moitié de son armée prête à combattre que lorsqu'il sait qu'il n'a plus de négociations à espérer, que ses derrières sont parsemés de partisans, et qu'une nombreuse armée vient des Bouches du Danube pour lui couper la retraite, en culbutant devant elle tout ce qui s'oppose à son passage. Il était temps de songer à la retraite. Ce monarque en fit les dispositions sans perdre un instant. Les équipa[ges et] les blessés de marque étaient partis depuis quelques jours en convoi : l'armée commença son mouvement les 18 et 19 du mois d'octobre.

Pendant que l'Empereur Napoléon éprouvait ainsi le premier caprice de la fortune et balançait à lui seul les destinées par la confiance qu'il inspirait, de grands événements se passaient à la gauche et sur ses derrières. Comme si toutes les contrariétés devaient se déchaîner à la fois, le ministre de Saint-Petersbourg avait sagement projeté de rompre à tout prix la ligne des Français par la gauche, tandis qu'elle était rompue déjà par la droite, par l'armée du Danube. Il était évident que ce dessein bien combiné et exécuté à propos devait réunir en tête et en queue de l'Empereur des Français toutes les forces disponibles de la Russie. L'armée du comte de Wittgenstein fut en conséquence et tout à la fois considérablement renforcée de troupes de ligne et de milices, sans que l'armée française à Polotsk en fût pour ainsi dire avisée. Dans l'inquiétude néanmoins d'être privé des nouvelles du grand corps d'armée, sans ordre, sans correspondance de l'Empereur depuis près d'un moi, la prévoyance, la proximité de l'hiver et la nécessité de pouvoir cantonner et baraquier les troupes avait fait prendre le parti de former un camp retranché dans la plaine et de préparer au besoin des palissades et des chevaux de Frise. On ne tarda pas d'en apprécier toute l'utilité. Le comte de Wittgenstein déguisa d'abord ses desseins sous l'apparence des reconnaissances et de porter des inquiétudes aux fourrageurs. Plusieurs coups de main furent heureusement entrepris et exécutés par des troupes légères. L'on se doutait si peu de son véritable dessein que l'on détacha des troupes du camp pour lui rendre la revanche ou tenter quelque embuscade. Mais enfin on eut des avis que le but véritable du comte était de resserrer les postes de manière à pouvoir déboucher partout à la fois et à l'improviste. On eut peine encore d'y croire aussi bien qu'à ses renforts jusqu'au moment de l'exécution. Le 18 octobre, au point du jour, le camp français fut assailli vigoureusement par une artillerie formidable, soutenue d'une belle et nombreuse infanterie. Le combat devint général en un instant de la droite à la gauche et soutenue de part et d'autre avec fureur. Plusieurs redoutes françaises furent prises et reprises plusieurs fois : infanteries, cavalerie, artillerie, tout semblait rivaliser de gloire et de dévouement et se jouer du trépas. Si les efforts paraissaient modérer sur un point, c'était pour redoubler avec acharnement sur un autre et se prolonger ensuite sur tout le front des



combattants. On vit avec admiration et surprise la brave milice russe, qui se trouvait au feu pour la première fois, venir toucher et mourir sous l'artillerie des Français : mais ce que le petit nombre de ces derniers ne devait pas espérer, malgré ses redoutes, la fortune le fit en leur faveur et la nuit en mettant fin au combat le plus sanglant et le plus inégal en nombre, laissa les Français totalement maître de leur camp et prêts à le défendre encore le lendemain. Le maréchal Saint-Cyr avait été légèrement blessé au pied. Le comte de Wittgenstein, trompé dans son attente, essaya le 19 ce que le nombre de ses forces lui permettait de tenter le 18 en même temps que le combat. Il fit passer sur la rive gauche de la rivière un corps de troupes, à Drissa, pour battre Polotsk de deux côtés : mais il fut prévenu ; le comte général De Wrede, qui observait ce point, ne laissa pas au corps ennemi détaché le temps de compléter son mouvement : il fut attaqué, poussé et défait avant de pouvoir être secouru.

Néanmoins les pertes considérables éprouvées par les Français, les forces si disproportionnées qui restaient au général ennemi, celles que tout faisait croire qu'il pourrait recevoir encore, déterminèrent le maréchal Saint-Cyr d'abandonner, par sagesse, ce que la force devait finir par lui arracher. La retraite et l'abandon de Polotsk commença en conséquence le 20 octobre au soir et se fit en bon ordre. Le terrain fut disputé pied à pied, chaque rue fut le théâtre d'un nouveau combat et des efforts de courage réciproque. Le 21 au point du jour, les Français continuèrent leur retraite sur quatre colonnes, dans la direction de Vitebsk, et prirent position le 22.

Cependant, le maréchal Victor, dont le corps d'armée était en observation et en mouvement continu, pour assurer les communications de Vitebsk, Orcha, Smolensk et des routes adjacentes, avaient appris les premières tentatives du comte de Wittgenstein et s'était hâté de se rapprocher des routes de Siénno et de Bezenkovitschi. Le général de son avant-garde dépêcha un officier pour connaître la vérité de la position des Français et les informer de sa marche. L'officier trouva aux environs de Séménetr le maréchal Saint-Cyr, qui par une fausse gloire ou plutôt un amour propre bien mal placé, se contenta de répondre froidement : qu'il avait tellement battu l'ennemi à Polotsk, qu'il ne pensait pas qu'il osât le poursuivre dans sa retraite ; mais que cependant si le maréchal Victor jugeait à propos de faire un mouvement, il pourrait être utile aux armes de l'Empereur. Ce maréchal étant en marche pour aller au devant de l'armée de Polotsk, la continua : mais sur la lettre de son collègue il ne se pressa plus. Aussi le sang coula-t-il encore inutilement à Orcha, Gomet et Goroni le 24 octobre et devant Lepel le 26 où le colonel Lebrun fils du prince architresorier de France fut tué. Le maréchal Saint-Cyr, réfléchissant néanmoins que le maréchal Victor, venant se réunir à lui, prendrait comme le plus ancien le commandement général, jugea que sa présence n'était plus nécessaire et qu'il pouvait aller hâter la guérison de la légère blessure. Il voulut se démettre provisoirement du commandement en faveur du général Comte Legrand qui, blessé lui-même, le refusa par deux fois. Mais le général Saint-Cyr n'en partit pas moins le 23, laissant l'armée dans l'incertitude de commandement. Chaque général de division man œuvra isolément et pour son compte jusque sur Orcha où l'un d'eux se résolut à devenir général en chef. Par les malentendus qui résultèrent des jours précédents, mille hommes de cavalerie légère et les débris de la division bavaroise furent coupés et perdirent tout leur bagage, leurs drapeaux et leur batterie de réserve.

Ainsi le maréchal Saint-Cyr, au lieu de se reposer sur une fausse sécurité, aurait pu prévenir à tout événement le maréchal Victor et se maintenir ensemble à Polotsk : il sacrifia les intérêts dont il était chargé à la fausse et dangereuse gloire de vouloir triompher seul. Ainsi, loin d'accueillir avec transport dans la retraite l'avis et l'offre qui lui sont envoyés et d'après lesquels il était temps de revenir encore sur ses pas, il se contente de répondre une lettre dictée par la présomption et abandonne ensuite pour ainsi dire à elle-même une armée qui regrette

d'avoir ceint le front de ce général de lauriers dont il se rend indigne en le vouant à un conseil de guerre et à la justice de l'Empereur.

Les faibles restes de cette armée de Polotsk, parvinrent enfin le 30 octobre à se joindre à Tschachnicki à l'avant-garde du maréchal Victor. Les alarmes se dissipèrent et l'espérance rentra dans tous les cœurs. Le soir l'avant-garde du comte de Wittgenstein parut, et le maréchal eut le dessein de profiter de la confiance des troupes pour attaquer le comte dès que les divisions seraient arrivés : le maréchal fit en attendant ses dispositions. Mais le hasard et la fortune qui se jouent à leur gré les desseins des hommes ne laissèrent pas au maréchal le temps d'exécuter ses projets. Le premier novembre de Wittgenstein fit une attaque vigoureuse sur Tschachniki, douze heures avant que les divisions françaises que l'on attendait fussent arrivées : la cavalerie elle-même, principalement si nécessaire dans cette occasion, fut encore plus retardée de manière qu'il fallut encore une fois se retirer et combattre avec désavantage. On alla prendre position à Tschereïa. Pendant ce temps l'ennemi profitait de l'éloignement du maréchal Victor pour se ré-emparer de Vitebsk et y enlever le général Pouget.

Le six novembre le maréchal Oudinot, guéri de sa blessure, reprit le commandement des restes de son deuxième corps à Tschereïa. Le maréchal Victor et lui parurent d'abord de bonne intelligence, firent encore d'accord ensemble une pointe sur Tschachnicki, où l'on dit qu'ils se brouillèrent après avoir fait répandre inutilement du sang, et d'où ils revinrent le 14 novembre pour se séparer vers Siennes et vers Tschereïa.

L'Empereur arriva dans le même temps aux environs d'Orcha. Ce monarque était en ce moment un exemple frappant des vicissitudes de la fortune qui trahit et trompe ses plus chers favoris, comme ceux à qui elle n'accorda jamais ses faveurs. Mais revenons aux principaux événements la retraite de Moscou.

On a prétendu que l'Empereur en évacuant cette capitale de faire sauter le Kremlin. On a su cependant dans l'armée française que cet ordre de destruction n'était pas plus émané du monarque, que les Français n'ont mis sur le compte de sa majesté l'Empereur Alexandre l'incendie de Moscou. Il s'est malheureusement fait tant de fautes dans cette campagne au nom du souverain que les étrangers qui ne le connaissent pas ne peuvent avoir de lui l'opinion que son caractère a mérité jusqu'ici des nations chez lesquelles il a porté la guerre : mais les Français, qui éprouvent son administration dans leur pays et sont les témoins de celle des peuples vaincus, ne peuvent se lasser de dire qu'autant la France est gouvernée avec une sévérité paternelle, qui inspire l'obéissance et le dévouement, autant les peuples soumis sont portés par sa clémence à l'oubli des maux passagers de la guerre. Quoiqu'il en soit, les débris de l'armée française, ayant quitté Moscou le 18 et 19 octobre, avaient repris le chemin qu'un mois auparavant elle avait parcouru dans d'autres espérances : fière encore de ses succès, elle en revit le théâtre avec plaisir, quoique au milieu des besoins les plus pressants, auprès desquels le souvenir des maux passés n'étaient rien. L'empereur Napoléon marchant avec le reste de ses braves connut trop tard par lui-même le résultat des désordres et des privations qu'on lui avait laissé ignorer : mais aussi grand que dans le comble de la prospérité, il ne laissa rien échapper qui fut indigne de lui, se décidant à prévenir ou réparer par sa présence les coups du sort dont il pouvait encore être menacé. Le combat de Krasnogour, où l'on voulut lui fermer le passage, lui fit connaître qu'il pouvait compter sur le dévouement de ce qui lui restait : mais chaque jour, les marches, les maladies et des besoins plus pressants que ceux de la veille diminuaient des forces qu'il était si important de ménager. Harcelé sans cesse sur l'arrière garde et sur les flancs, on ne pouvait s'éloigner des colonnes sans être enlevé par des partisans. Bientôt on ne trouva plus même sans danger la vingtième partie des subsistances et des fourrages, et l'on fut réduit à égorger les chevaux quand la mortalité n'était pas assez prompte pour subvenir aux besoins du jour. Une nuée de gens à la suite de l'armée, d'employés de toute espèce, de cantiniers, de maraudeurs et de trainards chargés de

rapines, précédaient ou côtoyaient les colonnes et leur enlevaient d'avance ce qui leur était ou plus légitimement. Bientôt la crainte de l'ennemi, qui profitait des défilés et des bois pour se rapprocher des routes, fit jeter parmi les troupes cet essaim de gens inutiles et dangereux. Les marches furent plus lentes et plus difficiles : l'ennemi su en profiter pour tomber sur des bagages mal attelé et pour faire un butin immense. Ces bonnes fortunes le rendirent plus entreprenant et plus audacieux. Chaque jour on avait quelque affaire. Quelque fois des partisans allaient à l'improviste sur des colonnes, on alla jusqu'à se flatter d'enlever l'Empereur Napoléon. Ce monarque encourut le danger plusieurs fois. Il a été obligé de mettre sa voiture au milieu des troupes et de marcher à pied à la tête d'un bataillon carré attaqué de toutes parts. D'autres fois il a du son salut à la vitesse de son cheval ou à la faible escorte qui le suivait. Il n'eut bientôt plus de la cavalerie de sa garde que quelques chétifs escadrons presque plus ou point du tout de cavalerie : on forma des régiments de piquets composé des officiers à qui il restait encore des chevaux. Les officiers subalternes étaient la troupe, les officiers supérieurs des sous-officiers, et les généraux, des capitaines. On essaya mais en vain de tirer parti de tous les hommes montés sur les chevaux du pays et l'on fut obligé de former une colonne des misérables restes de la cavalerie démontée qu'on fit escorter pour des fusiliers. Le corps du maréchal Ney formait l'arrière garde, un corps russe qui était parvenu à gagner les devants voulut lui fermer le passage et croyait lui faire mettre bas les armes : les troupes étaient bien affaiblies, mais le maréchal n'eut pas besoin de leur rappeler pour leur donner des forces, ce que l'honneur leur commandait. Il marcha à leur tête, se fit jour l'épée à la main et s'il eut le malheur d'éprouver une perte inévitable, il eut au moins la gloire de forcer des troupes trois fois plus nombreuses que les siennes, et de ramener à l'armée des bataillons que de justes craintes avaient fait croire un moment prisonniers. Ce fut ainsi que de combat en combat, une poignée de braves, encore l'honneur de la France et de ses aigles, escortant pour ainsi dire un nombre deux fois plus considérable de gens de tous sexes, de tout âge, de tout état et de toute arme, ce fut ainsi, dis-je, que les restes de cette belle armée revint au point qu'elle n'aurait pas dû franchir, et où elle trouva dans les deuxième et neuvième corps réunis l'espoir de son salut.

Il était malheureusement trop vrai que faute de chevaux le grand corps d'armée avait perdu presque tous les canons et ne transportait qu'à peine des cartouches à fusils. Les maréchaux Oudinot et Victor, qui n'avaient rien perdu de leur artillerie quoiqu'ils eussent plus bataillés que tout le reste de leurs collègues, furent en état de céder plus de cent pièces de tout calibre parfaitement bien attelés. L'empereur en témoigna sa satisfaction.

On avait prévu dès longtemps que la position de Borisov et la Bérézina étaient le dernier point triangulaire d'où l'armée de Turquie par la gauche et celle du comte de Wittgenstein par la droite essaieraient encore d'empêcher les Français de déboucher sur la route de Vilna. Dans cette juste supposition, l'Empereur Napoléon ordonna à la division Dombrowski de prendre position à Borisov et de s'y maintenir à quelque prix que ce fut pendant que le maréchal Oudinot viendrait à lui par Bobr et Kroupki. L'empereur qui connaissait aussi l'inconvénient des bagages, dans les moments décisifs surtout, et qui en avait tant éprouvé de contrariétés depuis la retraite, prévint encore des funestes conséquences auxquels ils pourraient entraîner au passage de la Bérézina qu'il s'agissait de franchir rapidement. Ce prince ordonna à tous les corps, à tous les généraux, à sa maison même, le sacrifice de tout le superflu en brûlant tous les équipages inutiles et de luxe, s'en remettant à l'honneur des Français pour la triste exécution de cet ordre. Plusieurs corps, plusieurs généraux obéirent le jour même. On éprouvait en quelque sorte une espèce de volupté à remplir plus rigoureusement ses devoirs envers l'Empereur : plus les circonstances paraissaient difficiles et décisives, plus on l'aimait et plus on se rattachait à lui comme le seul pilote qui put sauver le vaisseau. Cependant le général Dombrowski, ayant rallié sa division à Borisov en exécution des ordres



de l'Empereur, y fut attaqué le 23 novembre s'y maintint toute la journée, eut ensuite le malheur de faire le soir un faux mouvement qui décontenança son monde et le porta plus malheureusement encore à se retirer dans la nuit en se laissant faire beaucoup de prisonniers. Le maréchal Oudinot après avoir culbuté tout ce qui se trouvait devant lui à la poursuite du général Dombrowski arriva en effet le 24 à Borisov qui l'enleva de vive force. Mais l'ennemi se retirant sacrifia tous les bagages et ses chariots à la nécessité de rompre le grand pont de la Bérézina, au-delà duquel il alla se poster. Ainsi le succès du maréchal Oudinot n'obtint pas le véritable résultat qu'il devait se proposer, celui de se rendre maître du passage du pont, et le nombre de chariots que le corps russe perdit à Borisov était bien compensé par tous ceux que les Français perdaient en même temps à Minsk.

L'empereur Napoléon et la garde arrivèrent enfin à Borisov le 25 novembre à l'entrée de la nuit<sup>12</sup>. Ce souverain se rafraîchit et se reposa un moment dans la première mauvaise maison qui appuie au lac sur lequel le moulin est établi. Il alla coucher ensuite au château de Starai-Borisov. Dans la matinée du 25 on avait menacé l'ennemi pour lui donner le change, de vouloir jeter un pont sur la Berezina 2 lieues à gauche de Borisov et de manière à lui faire croire que si le passage s'y effectuait tout ce qui se trouvait en avant et à droite de la ville pourrait être coupé. Le général russe donna dans le piège et rappela dans le jour de sa gauche à sa droite le gros de ses troupes. On s'empessa de profiter de cette faute qui épargnait tant de sang. L'empereur Napoléon fit construire à la hâte et dans la nuit du 25 au 26 un mauvais pont vis-à-vis Studianka, y fit marcher en silence toute la nuit des troupes et du canon, fit passer le pont au point du jour, à la division Legrand et à une batterie légère qui culbutèrent tout ce qui voulut s'y opposer et allèrent s'établir deux lieues à gauche, vis-à-vis du débouché que l'ennemi avait trop imprudemment dégarni. Pendant ce temps, un second pont s'établissait, de nouvelles troupes arrivèrent avec leur artillerie pour passer la rivière sur deux colonnes. L'empereur, qui s'y était porté de sa personne, fit venir aussi sa garde et coucha le 26 à Studianka. Le 27 le général russe se borna à des reconnaissances et à faire avancer ses échelons de la route de Minsk. L'empereur Napoléon profita de son côté de ce jour si radieux pour faire passer la rivière à presque toutes ses forces et à la plus grande partie des bagages, qu'il vit avec mécontentement être encore bien considérables. Ce prince passa ensuite les ponts avec sa garde et vint se faire voir aux troupes dont il parcourut les rangs et les postes. La nuit du 27 au 28 suppléa essentiellement à la brièveté du jour, et le 28, tandis qu'on combattait glorieusement sur une rive, on n'aurait pas eu des désastres sur la rive opposée si les ordres de l'Empereur Napoléon avaient été bien rendus et exécutés. Ce souverain avait ordonné que tout le corps du maréchal Victor prendrait l'arrière garde de toute l'armée et que les différentes divisions d'infanterie et de cavalerie qui le composaient en se soutenant réciproquement protégeraient par la queue le déblaiement des trainards et des bagages de Borisov, tandis que le centre et la tête, couvriraient la marche de ce déblaiement et le passage de ponts. Par un mal entendu dont on ne peut se rendre compte, la seule division Partouneaux et quelques escadrons de cavalerie légère restèrent isolés et sans ordre positif à Borisov sur l'heure et le point vers lequel ils devaient se diriger pour fermer la marche et passer aussi la rivière. Les deux autres divisions, au lieu de prendre position sur les hauteurs de Studianka, en remplacement de la garde, pour couvrir les ponts et leurs déblais, imaginèrent les protéger suffisamment avec du canon sur la rive opposée, et passèrent la rivière sans qu'on en fut informé, que par la nouvelle du malheur que cette mauvaise disposition occasionna.

Contenu longtemps par le maréchal Victor, le corps du comte de Wittgenstein, ayant pu marcher enfin dans le flanc de la 3ème division du maréchal, après la fausse man[œuvre] des deux premières, le comte de Wittgenstein, dis-je, vint par [la] gauche couper la retraite de

---

12 De fait Napoléon est arrivé à 17 heures.



Borisov à la division Partouneaux tandis que par la droite, il vint se mettre en bataille devant les ponts de Studianka et foudroyer en un clin d'œil l'artillerie, les bagages, les chevaux et les malheureux que les circonstances ou leur mauvaise étoile avait encore retenu sur cette rive. On a pensé que la division Partouneaux et les escadrons qu'elle avait avec elle aurait pu se faire jour, qu'elle fut la force qui prétendait lui fermer le passage. Plusieurs mille baïonnettes réunies ne se déposent pas ordinairement en France par capitulation sans un combat qui en ait abattu les deux tiers sans succès : mais il est des événements à la guerre qui tiennent de la fatalité et contre lesquels toutes les combinaisons et les résolutions les mieux prises viennent échouer. L'empereur, apprenant ce revers auquel il ne devait pas s'attendre, prit sur-le-champ son parti et fit couper les ponts. Le combat du 28 sur la rive droite était déjà engagé dès le point du jour, déjà plusieurs généraux et le maréchal Oudinot étaient blessés et le maréchal Ney avait pris à sa place le commandement, lorsque l'Empereur vint et ne parut jamais si grand, si calme, si respectable que dans ce jour qui venait de décider du salut de sa personne et de l'honneur de la France. C'était un beau, mais bien douloureux spectacle pour l'œil observateur de voir les restes de ces belles et nombreuses légions qui naguère comptaient chacune plusieurs milliers d'hommes réunir à peine maintenant quelques centaines de braves autour de leurs aigles rassemblées pour ainsi dire en faisceaux, marcher à de nouveaux combats comme à des triomphes, et dire à ceux qui s'étonnaient de leur faiblesse apparence ; ne nous comptez pas mais jugez-nous, nous n'avons pas encore quitté nos drapeaux. C'était enfin une leçon muette, mais bien éloquente, pour le prince, le politique et le guerrier que de parcourir le tableau qu'il avait sous les yeux. Je me disais rapidement à moi-même à combien de vicissitudes les souverains les plus puissants étaient exposés et combien il y aurait moins de malheureux si la politique ne les brouillaient jamais. Je trouvais dans la situation même de l'armée des réflexions à faire comme militaire, qui jusqu'alors m'avaient échappé. Tout en admirant la retraite de l'Empereur Napoléon, je pensais avec peine, que l'histoire d'aucun temps ni d'aucun pays ne me présente une position pareille à celle de l'armée française. Je ne voyais aucun rapprochement à faire ni dans les armées de Darius devant Alexandre de Macédoine, des romains et de Crassus chez les Parthes, des Cimbres et des Teutons aux fosses marseillaises, d'Annibal à Capoue, ni de Charles XII à Pultava : je faisais des vœux enfin pour une paix prochaine entre les deux nations les plus braves du monde lors[que] les devoirs de mes fonctions m'appelèrent à mon tour aux dangers qui moissonnaient mes compagnons d'armes. Je n'y fus pas longtemps impunément : un coup de lance me démonta et je tombai prisonnier. Placé par le hasard et le malheur au milieu de ceux que je venais de combattre, j'ai été à même de voir de près leur bonne discipline, leur belle ordonnance et leur tenue. Avec de telles troupes on peut se promettre sans doute de grands succès : la France a de grands moyens aussi de son côté ; mais fasse plutôt le ciel qu'au lieu de prolonger la lutte actuelle, les deux princes, qui paraissaient s'aimer si cordialement avant cette guerre, puissent encore s'accorder de manière à ne jamais plus rompre les liens qui les ramèneront aux sentiments auxquels la France applaudissait.